

Conférence de presse du 20 octobre 2009:

Pas de caution pour un système ne fonctionnant que grâce à un dumping à l'exportation

Les paysans refusent un système qui ne pourra fonctionner que grâce à la soupape d'un dumping à l'exportation, destructeur au sud et inutile ici. Ils demandent la mise en place de mesures concrètes et crédibles pour rétablir la situation sur le marché laitier et agir immédiatement pour réduire les quantités.

Depuis plusieurs semaines, la révolte paysanne gronde en Suisse et en Europe. Elle est le résultat de politiques agricoles désuètes, inadaptées au maintien durable d'une agriculture paysanne de proximité, seule à même de répondre aux préoccupations actuelles et futures de la société, et cela au Nord comme au Sud. Plusieurs centaines de milliers de producteurs de lait, mais également de céréales, de viande, de fruits et de légumes n'acceptent plus d'être payés en dessous de leurs coûts de production. Tous souhaitent pouvoir vivre correctement de la vente de leurs produits tout en respectant les engagements sociaux et environnementaux que la société leur a confiés. Tous souhaitent voir exister et perdurer une agriculture de proximité qui puisse proposer des produits de qualité prioritairement à un bassin de consommateurs régionaux.

Une vision commune des producteurs de lait européens

Fédérés au sein de leur organisation – European Milk Board – les producteurs de lait sont les premiers à porter haut la revendication d'un prix équitable qui couvre les coûts de production dans toutes les relations commerciales. **Pour y arriver, ils exigent une réorientation complète de la politique laitière européenne actuelle basée sur la dérégulation des marchés, le surplus structurel et le dumping à l'exportation comme moyen de « désengorger » les marchés. Cette politique détruit l'agriculture paysanne du Nord comme du Sud.**

Le prix équitable qui couvre les coûts de production est un élément clef de la revendication.

Il est frappant de constater que la situation des producteurs de lait en Europe et en Suisse est similaire : le prix payé au producteur couvre à peine la moitié des coûts de production. En Europe, le prix se situe à 20 cts d'€ alors que les coûts avoisinent les 40cts d'€. Quant aux producteurs suisses, ils reçoivent environ 55cts/litre (baisse de plus de 20% en un an) alors que les coûts de production avoisinent les 1.-/litre.

Une des caractéristiques des marchés laitiers est sa très faible élasticité. La consommation varie très peu en fonction des prix. L'écoulement de surplus ne peut être réellement compensé par des prix de vente plus bas aux consommateurs. Personne ne boit plus de lait parce qu'il a baissé de 5 cts au litre. Les quantités consommées par année sont donc connues et relativement stables d'année en année. Cette situation fait que les stocks de poudre et de matières grasses se créent rapidement en cas de surproduction (liée à des importations ou à de mauvais marchés d'exportation). Pour résorber ces surplus, l'Union européenne a décidé le 19 octobre de verser 280 millions d'euros d'aides supplémentaires dont une part servira à subventionner les exportations.

La situation en Suisse

En Suisse, de nombreux producteurs sont en révolte depuis cinq semaines et dénoncent ainsi le marasme dans lequel les familles paysannes vivent.

Depuis ce printemps, les seules options proposées par nos autorités et soutenues par une part de la filière est un système ne fonctionnant qu'à l'aide d'un dumping à l'exportation.

Une première aide de 14 millions (ponctionnée sur le « fonds d'importation du beurre ») a été versée ce printemps. Cette aide a servi à évacuer de la matière grasse.

Aujourd'hui, en pleine révolte paysanne, et alors que nous avons proposé des solutions alternatives, les chiffres articulés avoisinent les 24 millions de francs. Le financement serait assuré par l'industrie, le fonds de soutien des producteurs et un reliquat du fonds d'importation du beurre. Ces 24 millions serviraient à exporter de la poudre de lait et de la matière grasse.

Ces solutions de facilité sont tout bonnement inacceptables sur le plan éthique pour nos collègues au delà de nos frontières et tout simplement inutiles pour nous puisque elles sont un pansement sur une plaie béante qui mérite pourtant un traitement de choc. Toute personne censée sait qu'il coûte plus cher d'éliminer ce qui a été produit en trop que de ne pas le produire du tout. Comme outils à court terme et provisoire, il serait par exemple plus utile de verser une indemnisation de quelques centimes par litre de lait aux producteurs de lait qui décident de renoncer de leur propre chef à produire une certaine quantité du lait qui leur a été attribuée. Certains députés européens explorent cette voie.

Afin d'assainir la situation, rétablir les équilibres, il est nécessaire pour les producteurs d'avoir un outil pour adapter la production au marché, en positif ou négatif ; ceci afin de maintenir les stocks à un bas niveau. Cette régulation des quantités n'est réellement possible que si le politique donne « **une force obligatoire** » à cette mesure et qu'elle fasse donc autorité sur l'ensemble des producteurs. **Elle doit être attribuée par la Confédération à une organisation représentative des producteurs.**

La quantité à produire doit dépendre du prix et non l'inverse. Pour éviter les surplus structurels ouvrant grand la porte au dumping à l'exportation et qui sont de plus un immense gâchis de ressources, les producteurs doivent pouvoir adapter leur production selon le prix payé et selon les besoins réels d'un marché préalablement défini entre producteur et acheteur. Ce marché peut être de proximité, national ou lié à un groupe de pays de niveau de vie équivalent.

La souveraineté alimentaire, une vision globale pour une agriculture dynamique

Obtenir des prix couvrant les coûts de production est une revendication qui se retrouve au cœur de la définition de la souveraineté alimentaire portée par La Via Campesina depuis 1996.

Ici comme ailleurs, les paysans ont besoin d'un revenu pour vivre et pour avoir accès aux services tels que la santé, l'éducation, la formation, l'investissement, etc. Tout en revendiquant un prix équitable pour leurs produits, **les paysans s'engagent pour la mise en place d'une politique agricole basée sur le principe de la souveraineté alimentaire qui permette de renforcer l'agriculture de proximité aux quatre coins de la planète.** Une politique agricole diverse, qui réponde aux attentes de nos sociétés multiples, mais avec un fondement commun. Une voie grâce à laquelle les paysans puissent vivre de leur métier, gérer les quantités pour éviter tout excédent structurel, renoncer à toute subvention à l'exportation et se protéger- le cas échéant - de produits arrivant à un prix de dumping sur leur marché. Une politique agricole et alimentaire durable qui puisse garantir une information transparente aux consommateurs et dont l'orientation soit le résultat de décisions sociétales. En bref une agriculture qui devienne un enjeu de société et non une lutte corporatiste ; car le métier de paysan est un métier d'utilité publique.

Pour partager et développer cette optique, nous organisons, le 3 novembre prochain à Berne, avec de nombreuses organisations paysannes, de consommateurs et syndicales, [un forum suisse sur la souveraineté alimentaire](#).

Valentina Hemmeler Maïga, Uniterre, 079 672 14 07, Rudi Berli, Uniterre, 078 797 78 83
Werner Locher, BIG-M, 079 737 11 64